

## «L'ADOLESCENCE TOURMENTÉE» THÈME DE LA JOURNÉE SCIENTIFIQUE EN HOMMAGE AU P<sup>R</sup> BOUCEBCI À L'UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU

# «Il faut une volonté politique pour soutenir l'action du psychiatre»

**Les problèmes de l'adolescence et de la jeunesse ont été au centre de la journée scientifique organisée jeudi dernier par la Fondation Boucebci, à l'Université de Tizi-Ouzou.**

Un thème «à la hauteur de l'homme et de l'humaniste qu'était le Pr Boucebci qui avait un regard sur toutes les questions de société et de son temps. L'acte barbare dont il a été victime est lié à son travail de psychiatre», ont dit ses amis et confrères présents au grand auditorium de l'UTO où le débat et la réflexion ont porté sur le thème de «L'adolescence tourmentée».

Adolescence entre traditions et modernité ; carence d'autorité ; conséquences et conduite à tenir ; échec scolaire ; violence à l'école ; jeunesse et crise de l'école ; harraga, suicide et troubles de la sexualité de l'adolescent, résument la problématique d'un thème qui est au centre de l'actualité et de la crise que traverse notre pays. «Un thème qui cerne les problèmes identitaires de la jeunesse et de l'adolescent mais qui reste peu étudié chez nous. Pourtant, cette catégorie sociale délaissée et stigmatisée pose problème à la société», fera remarquer un psychiatre, membre de la Fondation Boucebci.

Le D<sup>r</sup> Boudarène, psychiatre, parle «d'une tranche de la société qui vit dans une situation de vulnérabilité sur les plans psychologique, social et économique». Face à cette situation, la prise en charge des pouvoirs publics reste mauvaise, selon le praticien pour qui «tous les maux dont souffre la jeunesse sont générés par l'absence de perspective et l'accumulation de privations».

Plus loin, un enseignant, Idir Abdelkrim, attestera de l'émergence d'une nouvelle discipline scientifique et qui s'intéresse aux traumatismes psychologiques causés par les problèmes économiques, disant que le chômage et la précarité sur le plan socioéconomique sont des facteurs de vulnérabilité psychologique. «Peut-on parler d'une autorité parentale

quand il y a vulnérabilité sur le plan économique», s'interrogera, en préambule, Idir Abdelkrim, du département de psychologie de l'Université de Tizi-Ouzou, qui ouvrira le bal des conférences. M. Idir parlera de carence d'autorité, de ses conséquences et de la conduite qu'il convient de tenir. Un sujet traité à la lumière d'observations tirées de la réalité et de la littérature scientifique.

Cet enseignant part du constat que notre société connaît une grave crise de l'autorité. Une situation qui favorise «l'émergence d'autres autorités transversales et des extrémismes. La contestation touche tous les segments de l'autorité traditionnelle inhérente à la sphère scolaire, religieuse, parentale, judiciaire», constatera M. Idir, pour qui la vulnérabilité économique est l'une des causes de l'éclatement de l'autorité en tant que forme du pouvoir parental. Selon lui, tout ce qui représente l'opulence et l'argent est idéalisé au détriment des valeurs de l'autorité traditionnelle.

L'usage fréquent du mot chikri par les jeunes, et qui signifie partenaire ou associé, est la manifestation par le langage de la culture matérielle chez les jeunes qui expriment par là une forme de frustration et un désir de réussite sociale et une soif de se réaliser économiquement.

Dans son essai d'explication de l'échec scolaire, Boussaâd Boudiaf, enseignant et directeur de CEM à la retraite, a voulu mettre le doigt là où ça fait mal. Pour lui, la cause principale parmi tant d'autres de l'échec scolaire est qu'il y a «un mauvais choix de projet de société. L'école algérienne a toujours formé des militants et non des citoyens», dira cet enseignant et député qui a déroulé une longue liste de causes, fruit de son observation et de son expérience en tant qu'ancien

pédagogue qui regrette que la rationalité soit évacuée dans les programmes scolaires au profit de l'approche religieuse. «On explique tout par la religion», s'indignera le conférencier qui regrettera encore le déclin de la fonction sociale du savoir et l'attrait que représente l'argent aux yeux de nos jeunes élèves.

Il rapportera cette anecdote cocasse se rapportant à un échange qu'auraient eu un père et son fils qui parlaient de l'importance des études : «Le Prophète, aurait dit le fils à son père, n'était-il pas analphabète ?» «Délinquance ou quête du bonheur», s'interrogera le D<sup>r</sup> Boudarène qui a traité du thème très actuel des harraga. Un questionnement qui a amené le praticien à aller à l'encontre de toutes les approches stigmatisant tous ces jeunes qui ont fait le choix d'une émigration clandestine et souvent au risque de leur vie. Le conférencier pour qui ce geste est une ultime et désespérée «quête du bonheur et un désir de vivre mieux» «ne peut être ni une conduite délinquante, ni une attitude asociale». C'est tout simplement une fuite devant l'accumulation de frustrations et des tentations multiples qu'il n'est pas possible de réaliser ici et maintenant, dans un pays dont les caisses regorgent de milliards de dollars. Dans son exposé sur les troubles de la sexualité chez

l'adolescent, le D<sup>r</sup> Teranti, pédo-psychiatre pour qui la sexualité des adolescents pose des questions à la société comme à l'adolescent lui-même qui est un être désirant, en passant du stade infantile au stade génital de la sexualité, milite pour l'éducation à la sexualité des adolescents. «Notre société a un discours négativement chargé sur la sexualité. L'accès à la sexualité par l'Internet et la pornographie renforce cette vision péjorative sur le désir sexuel», fera remarquer le praticien. Il convient, selon lui, d'aider par une éducation qui commence à l'intérieur des familles, à faire le tri dans le magma des informations et des approches sur le sujet qui submerge les adolescents qui peuvent être les victimes mais aussi les bourreaux de dérives sexuelles.

Les réponses de laboratoires et de la médecine à tous ces problèmes posés par les jeunes et les adolescents à la société ne suffisent pas. Il faut une volonté politique pour soutenir l'action du psychiatre et le psychothérapeute. C'est la substance des débats durant cette journée organisée par la Fondation Boucebci dont le prix récompensant une action culturelle ou scientifique est revenu au D<sup>r</sup> Ziri, psychiatre à l'EHS Fernane-Hanafi de Oued-Aïssi, Tizi-Ouzou.

S. A. M.

## TIZI-OUZOU Enlèvement d'un commerçant à Maâtkas

Un commerçant en matériaux de construction a été enlevé dans la nuit de jeudi dernier aux environs de 21h par un important groupe armé de kalachnikovs. Agissant à visage découvert, les agresseurs ont appréhendé B. M., 35 ans et père de famille, non loin de son domicile à Ibarkoukène. Les ravisseurs, qui ont rejoint les maquis avoisinants à travers l'un des sentiers qui entourent le village, ont abandonné le véhicule et le portable de la victime sur les lieux de son enlèvement. Signalons que c'est le neuvième acte du genre qu'a connu cette localité depuis quelques mois.

S. A. M.

## TRAVAIL DES ENFANTS

# Entre chiffres officiels et réalité inquiétante

**Si les autorités concernées parlent encore de phénomène minime, le travail des enfants n'en est pas moins une pratique à risque qui porte atteinte aux jeunes enfants et qu'il est urgent d'éradiquer.**

**F-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - La Journée mondiale contre le travail des enfants est célébrée le 12 juin de chaque année. Décidée par le Bureau international du travail, elle a pour but d'attirer, aux quatre coins du monde, l'attention sur la gravité de ce phénomène qui porte atteinte aux plus jeunes, une tranche de la société censée pourtant bénéficier d'une protection spéciale. Pour cette année, la journée de sensibilisation est placée sous le slogan «L'éducation est la bonne réponse au travail des enfants», un

phénomène dû, rappellent les spécialistes, au chômage des parents, à la faiblesse des revenus familiaux ainsi qu'à la déperdition scolaire.

Lié directement au travail informel, le phénomène de prolifération de la main-d'œuvre infantile ne peut être freiné qu'à travers des actions concrètes contre ces activités hors-la-loi. Lors d'une journée d'étude organisée ce jeudi par l'Inspection du travail du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, les intervenants ont noté que les mesures à prendre contre le travail

des enfants ne peuvent être suivies d'effet qu'avec la prise en charge des éléments qui sont à l'origine du travail des enfants.

L'Algérie, selon les responsables du ministère du Travail, à travers son programme national de prévention et de lutte contre le travail des enfants, a mis en œuvre une stratégie intersectorielle et ratifié les principales conventions internationales relatives à l'enfance. Par ailleurs, dans le cadre de la stratégie engagée par le secteur, une commission intersectorielle de prévention et de lutte contre le travail des enfants a été mise en place au cours de l'année 2003. Elle est chargée de coordonner l'intervention des différents départements ministériels dans le

cadre d'un plan d'action national adopté en 2003 et qui est toujours en cours. Pour ce qui est des actions réalisées, selon le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, il s'agit notamment de l'organisation de journées d'information et de sensibilisation en direction des parents d'élèves, l'élaboration d'une leçon inaugurale aux enfants scolarisés portant sur les droits de l'enfant et les conséquences du phénomène du travail des enfants, ainsi que plusieurs autres actions de sensibilisation. Ceci alors qu'une enquête réalisée en 2002 par les services de l'Inspection du travail a révélé que sur 5 847 entreprises contrôlées employant un effectif de 165 895

personnes, il a été constaté que 95 jeunes travailleurs, n'atteignant pourtant pas l'âge légal, y exercent une activité salariale, soit un pourcentage de 0,56%. Une deuxième enquête a été réalisée par les mêmes services en 2006. Celle-ci révèle que sur 3 853 établissements occupant un effectif de 28 840 travailleurs salariés, il a été enregistré 156 enfants qui n'ont pas atteint l'âge de 16 ans, soit un pourcentage de l'ordre de 0,54 %. Le Bureau international du travail a relevé en 2006 dans son dernier rapport une baisse des effectifs des enfants qui travaillent à travers le monde et qui sont passés, entre 2000 et 2004, de 246 millions à 218 millions.

F-Z. B.

## ELLE SERA ACHEVÉE EN OCTOBRE PROCHAIN

# Une plage artificielle à El-Djamila

La côte-ouest d'Alger sera dotée d'une plage artificielle, la première du genre dans le pays. Située en prolongement du port de plaisance d'El-Djamila (ex-La Madrague), cette plage s'étalera sur une superficie totale de 8 000 m<sup>2</sup>. Une jetée de protection, une promenade de 300 m et un solarium seront également construits pour un coût global de plus de 925 millions de dinars.

Cette plage artificielle, dont les travaux sont confiés à une entreprise égyptienne, a fait l'objet jeudi dernier d'une visite d'inspection du ministre des Travaux publics, Amar Ghoul. Sur place, le ministre insistera sur la nécessité d'impliquer les riverains pour faire de cette structure «un vrai pôle d'attraction touristique et familial pour la capitale». Au cours de la même sortie, Amar Ghoul s'est rendu sur le chantier de confortement des deux jetées «Kheireddine» et «Mustapha» au niveau du port d'Alger. D'une longueur totale de 500 m, la jetée «Kheireddine», située à l'ouest du port d'Alger, connaît un taux d'avancement à plus de 90 %, selon les explications fournies par les responsables de ce projet. Elle devrait être réceptionnée en novembre prochain. Ces travaux permettront d'assurer la stabilité de l'ouvrage, construit depuis près de 4 siècles et souvent exposé à de fortes tempêtes. Des travaux similaires sont également engagés au niveau de la jetée «Mustapha» (est du port d'Alger), d'une longueur totale de 704 m. Les travaux enregistrent un taux d'avancement de 55% et seront achevés en mars 2009. Toujours dans le domaine maritime, le ministre des Travaux publics a indiqué que plusieurs projets de réaménagement de ports de pêche et de plaisance sur le littoral d'Alger seront lancés dans les mois à venir. Ces nouveaux projets concernent cinq localités côtières, à savoir Raïs-Hamidou, Bordj-El-Kiffan, Aïn-Taya, Alger-Plage et Tamentfoust. Et ce dans le cadre de la mise en œuvre du schéma directeur maritime du secteur pour la période 2005-2025.

Le programme de réaménagement du littoral algérois comprend une vingtaine de projets portant notamment sur le renforcement de jetées et l'aménagement de ports de pêche et de plaisance, allant de Aïn-Taya à Zéralda.

Lotfi Mérad